



Un emploi sur deux dans la sphère présentielle en Martinique

Les fonctions exercées à Fort-de-France, à Sainte-Anne, ou dans les communes rurales du Nord de l'île ne sont pas les mêmes. En 2011, les fonctions liées aux services à la personne (administration, éducation-formation, santé, action sociale, services de proximité...) représentent un emploi sur deux en Martinique. Elles se développent sur le territoire en fonction de la présence de la population. Les fonctions liées aux prestations intellectuelles, à la conception-recherche, au commerce inter-entreprises, à la gestion ou à la culture et aux loisirs représentent un cinquième de l'emploi régional, soit une part de 4 points plus importante qu'en 1999. Elles restent très concentrées dans et autour de Fort-de-France. Enfin, parmi les fonctions de production concrète, leur part ne cesse de s'éroder depuis 12 ans. Le nombre d'emplois relevant des fonctions agricoles est en forte baisse, près d'un tiers des emplois de ces fonctions ont été détruits entre 1999 et 2011.

Benoît HURPEAU

En 2011, 132 728 personnes occupent un emploi en Martinique. Entre 1999 et 2011, l'emploi y a progressé de 14 % alors que la population n'a augmenté que de 3 %. La répartition de l'activité en 15 grandes fonctions permet de compléter l'approche classique de l'analyse de l'emploi par secteur d'activité. L'approche sectorielle ne rend pas compte des métiers exercés sur le territoire. En effet, un comptable peut exercer les mêmes fonctions qu'il soit dans un établissement du BTP ou des nouvelles technologies. Pourtant il sera comptabilisé soit dans le secteur du BTP, soit dans celui des services. Cette analyse permet d'apporter un nouvel éclairage sur les dynamiques des différents territoires.

La Martinique tournée vers les emplois des fonctions présentielles

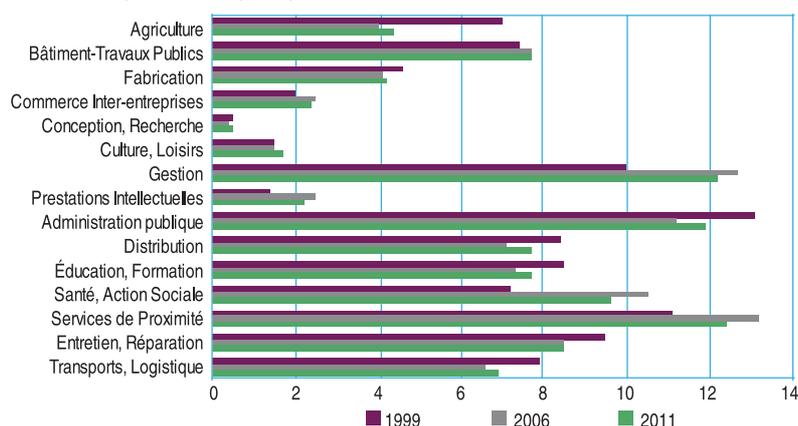
En Martinique, la sphère présentielle représente la moitié des emplois. Cette sphère regroupe les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et services visant la satisfaction des personnes présentes dans la zone qu'elles soient résidentes ou touristes (encadré).

Les fonctions qui lui sont associées relèvent de professions directement liées aux services à la personne (administration, éducation-formation, santé, action sociale, services de proximité...). Le territoire martiniquais, malgré sa faible taille, est pourvu de tous les services publics. Le poids de l'administration publique y est donc important avec plus d'un emploi sur dix, même si cette part a tendance à diminuer

depuis 1999. La Martinique se caractérise par une population vieillissante et une forte activité touristique. Ceci explique en partie la proportion importante des fonctions liées aux services de proximité, à la santé et à l'action sociale représentant à elles seules un emploi sur cinq. L'emploi a cru de 53 % entre 1999 et 2011 dans la fonction santé et action sociale conséquence directe du vieillissement de la population.

1 L'administration publique pèse de moins en moins dans les emplois en Martinique

Évolution de la part des emplois par fonction



Source : Recensement de la population 2011, exploitation complémentaire au lieu de travail

2 La moitié des emplois dans les fonctions présentesielles en Martinique

Répartition et évolution des emplois par fonction

	Martinique						France hors Île-de-France		
	Nombre d'emplois	Part (%)	Évolution 1999 - 2011 (%)	Évolution de la part 1999 - 2011 (en points)	Évolution 2006 - 2011 (%)	Évolution de la part 2006 - 2011 (en points)	Part (%)	Évolution 1999 - 2011 (%)	Évolution de la part 1999 - 2011 (en points)
Fonctions de production concrète	21 579	16,3	- 1,6	- 2,7	- 3,0	+ 0,4	18,1	- 4,6	+ 3,4
Agriculture	5 830	4,4	- 28,5	- 2,6	- 7,8	+ 0,4	2,8	- 21,2	+ 1,2
Bâtiment-Travaux Publics	10 212	7,7	+ 19,9	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,0	6,5	+ 22,9	- 0,5
Fabrication	5 537	4,2	+ 5,1	- 0,4	- 3,7	+ 0,1	8,8	- 13,3	+ 2,7
Fonctions métropolitaines	25 317	19,1	+ 41,4	+ 3,6	+ 3,9	- 0,8	25,7	+ 25,9	- 2,6
Commerce Inter-entreprises	3 154	2,4	+ 35,1	+ 0,4	+ 4,3	- 0,1	3,7	+ 13,2	+ 0,0
Conception, Recherche	675	0,5	+ 23,8	+ 0,0	- 15,6	+ 0,1	2,7	+ 12,5	+ 0,0
Culture, Loisirs	2 311	1,7	+ 28,9	+ 0,2	- 6,4	+ 0,2	2,3	+ 46,1	- 0,5
Gestion	16 213	12,2	+ 40,1	+ 2,2	+ 3,9	- 0,5	13,3	+ 19,4	- 0,7
Prestations Intellectuelles	2 964	2,2	+ 78,8	+ 0,8	+ 20,0	- 0,3	3,7	+ 82,5	- 1,4
Fonctions présentesielles	65 452	49,3	+ 16,8	+ 1,0	+ 0,0	+ 0,0	40,9	+ 20,8	- 2,6
Administration publique	15 777	11,9	+ 3,6	- 1,2	- 5,5	+ 0,7	9,0	+ 14,2	- 0,1
Distribution	10 284	7,7	+ 5,4	- 0,7	- 6,4	+ 0,6	7,5	+ 19,8	- 0,4
Education, Formation	10 246	7,7	+ 3,3	- 0,8	- 4,5	+ 0,4	5,1	+ 5,8	+ 0,4
Santé, Action Sociale	12 703	9,6	+ 53,3	+ 2,4	+ 9,7	- 0,9	9,1	+ 37,8	- 1,6
Services de Proximité	16 442	12,4	+ 27,9	+ 1,3	+ 6,4	- 0,8	10,2	+ 23,1	- 0,8
Fonctions transversales	20 380	15,4	+ 1,3	- 2,0	- 2,1	+ 0,3	15,3	+ 1,4	+ 1,8
Entretien, Réparation	11 279	8,5	+ 2,6	- 1,0	- 0,1	+ 0,0	7,3	+ 0,0	+ 1,0
Transports, Logistique	9 101	6,9	- 0,3	- 1,0	- 4,3	+ 0,3	8,0	+ 2,7	+ 0,8
Total	132 728	100	+ 14,4	///	- 0,1	///	100	+ 13,2	///

/// Absence de résultat due à la nature des choses.

Source : Recensements de la population 1999 et 2011, exploitation complémentaire au lieu de travail.

L'emploi dans les fonctions de gestion, de conception-recherche, de prestations intellectuelles, de commerce inter-entreprises et de culture-loisirs augmente aussi fortement (+ 41 %) (figure 1), la croissance étant beaucoup plus rapide qu'en France hexagonale (+ 26 %). Ces fonctions sont qualifiées de métropolitaines, c'est-à-dire propres aux villes. Même si elles représentent un emploi sur cinq, la part de l'emploi dans cette fonction reste en deçà de ce qui est observé dans l'hexagone avec un emploi sur quatre. La majorité des emplois est concentrée dans les fonctions de gestion (63 %). Les fonctions les plus dynamiques sont liées aux prestations intellectuelles (+ 79 %) mais leur poids reste encore marginal dans l'emploi total (2,2 %).

Dans le même temps, les fonctions de production concrète se maintiennent en Martinique au contraire de la France métropo-

litaine où l'effondrement de l'emploi dans les fonctions agricoles ou de fabrication a fait baisser sa part de 4 points. En Martinique, ces fonctions de production concrète résistent grâce à une bonne tenue de l'emploi dans les fonctions du BTP et de la fabrication. Le dynamisme du BTP est notamment lié à la demande conjuguée de la population locale et à l'essor des résidences touristiques notamment dans le sud de l'île. A l'opposé, un tiers des emplois des fonctions agricoles ont été détruits en 15 ans.

Stagnation du nombre d'emplois depuis la crise

Contrairement à la Guadeloupe, la croissance de l'emploi a fortement diminué sur la période 2006-2011. Entre 2006 et 2011, la croissance annuelle de l'emploi est proche de zéro alors qu'elle était de 2 % par

an entre 1999 et 2006. Cette évolution est corrélée à l'évolution démographique du territoire et au contexte économique marqué par les crises sociales puis économiques. En effet, entre 2006 et 2011, la Martinique perd 0,3 % de sa population par an. Aucune fonction n'a été épargnée, la croissance annuelle moyenne observée entre 2006 et 2011 est inférieure à celle de la période 1999-2006. Le rythme de croissance des emplois des fonctions métropolitaines a été divisé par 6 entre les deux périodes. Les forts ralentissements dans les fonctions de gestion et de commerce inter-entreprises sont les principales explications. La croissance de l'emploi dans les fonctions métropolitaines reste néanmoins la plus dynamique avec + 0,8 % par an. Pour les fonctions présentesielles, les plus gros pourvoyeurs d'emploi, les fonctions de santé, d'action sociale et des services de proximité restent en croissance. Le vieillissement de la population qui a plus recourt aux soins et la présence d'une activité touristique importante l'expliquent. Sept fonctions sont en récession mais à des degrés divers. Les fonctions de fabrication, d'administration publique, de distribution, d'éducation ou de transports diminuent de 0,5 % à 1,5 % par an. Plus inquiétant, les emplois dans les fonctions de conception-recherche, même s'ils étaient peu nombreux, diminuent de plus 3 % par an.

Malgré un manque de spécialisation la Martinique reste dynamique sur le terrain de l'emploi

L'écart de niveau d'emploi entre 1999 et 2011 peut être décomposé en quatre effets : un effet national, un effet sectoriel, un effet régional et un effet d'allocation. L'effet national correspond à la part de l'écart imputable à la croissance au niveau de la France

Les fonctions : une nouvelle approche pour qualifier l'emploi

L'approche développée ici utilise une grille de lecture de l'emploi basée sur la fonction exercée par les personnes en emploi, salariées ou non.

Les quinze fonctions, elles-mêmes regroupées en quatre grandes fonctions, se définissent par leur rôle dans le processus de production de biens ou de services et tiennent compte de la profession exercée.

Parmi ces fonctions, certaines, plus présentes dans les grandes métropoles, sont nommées **fonctions métropolitaines** ; il s'agit de fonctions de conception-recherche, prestations intellectuelles (deux fonctions proches l'une de l'autre mais qui se distinguent par la dimension « innovation » attachée à la première), gestion, culture-loisirs et commerce inter-entreprises.

D'autres fonctions sont liées à des services à la population, résidente ou seulement présente pour le tourisme : administration publique, distribution, éducation-formation, santé et action sociale, services de proximité. Elles sont qualifiées de **fonctions présentesielles**.

Les activités ne relevant pas de cette sphère sont dites **non présentesielles** ou « productives ».

L'économie non-présentielle regroupe les activités qui produisent des biens majoritairement orientés vers les marchés extérieurs au territoire ainsi que les activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère. On y trouve notamment l'agriculture, la plus grande partie de l'industrie, le commerce de gros, le transport routier, les services aux entreprises, les activités liées à l'énergie.

Les **fonctions de production concrète** regroupent la fabrication, l'agriculture et le bâtiment-travaux publics. Elles mettent en œuvre des processus techniques et concourent directement à la production de biens matériels.

Enfin, les deux dernières fonctions sont appelées **fonctions transversales** : transports-logistique et entretien-réparation. Cette grille de lecture est orthogonale aux secteurs d'activité, aux niveaux de qualification et aux statuts (salarié, non salarié).

Par exemple, la fonction fabrication comprend aussi bien des ouvriers qualifiés ou non qualifiés, que des artisans (serruriers, métalliers, de l'ameublement, etc.) ou des techniciens et ingénieurs de fabrication.

(hors Île-de-France). La croissance de l'emploi en France ayant été positive entre 1999 et 2011, l'effet est donc également positif en Martinique et représente 15 200 emplois en plus sur la période.

L'effet sectoriel cherche à apprécier quels sont les secteurs en devenir et ceux en déclin au niveau national pour déduire l'effet produit en région. Sans surprise, les métiers agricoles sont les plus en déclin avec un effet sectoriel de - 2 800 emplois dans les fonctions agricoles. Plus globalement, l'effet sectoriel est négatif pour les fonctions de production concrète. L'effet sectoriel est aussi fortement négatif dans les fonctions transversales avec - 2 150 emplois. À l'opposé, les fonctions de la santé et de l'action sociale sont en devenir avec un effet positif de + 2 200 emplois, tout comme les services de proximité (+ 1 500) ou encore les prestations intellectuelles (+1 200).

L'effet local permet quant à lui de mesurer les performances régionales pour les différentes fonctions en se soustrayant de tout effet de structure. La Martinique a-t-elle été plus ou moins performante qu'au niveau national ? Les fonctions de fabrication sont en net recul en France, ce qui n'est pas le cas en Martinique, l'effet local est donc fortement positif avec 3 000 emplois en plus. Les fonctions de santé et d'action sociale, sont là encore très dynamiques et même plus qu'en France. L'effet local représente un gain de 1 100 emplois même s'il est globalement négatif pour les fonctions présentesielles. L'effet local sur les fonctions métropolitaines est aussi largement positif (+2 600 emplois) et confirme le dynamisme des emplois de ces fonctions en Martinique.

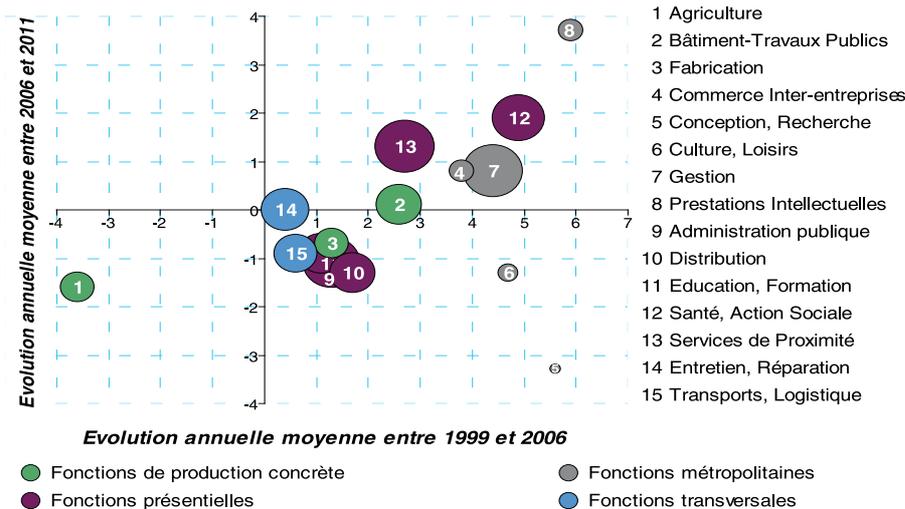
À l'inverse, et malgré une croissance de l'emploi positive entre 1999 et 2011, l'effet local pour les fonctions de l'administration publique et la distribution est négatif et correspond à une perte de 1 200 emplois chacun pour le territoire.

L'agglomération foyale locomotive pour les fonctions métropolitaines

La part des emplois de production concrète est la plus importante dans les communes du nord-est de la Martinique (figure 4). Dans ces zones rurales, la production agricole est encore importante et peut atteindre 50 % de l'emploi comme à Macouba ou un tiers à Fonds-Saint-Denis, L'Ajoupa-Bouillon et Basse-Pointe. L'essentiel des emplois du BTP est concentré à Fort-de-France et au Lamentin même si cela ne représente qu'une petite part de leur emploi total (6 %) compte-tenu de leur poids économique au niveau régional.

3 Toutes les fonctions au ralenti ou en marche arrière en Martinique

Évolution annuelle moyenne de l'emploi entre 1999 et 2006 croisée avec l'évolution annuelle de l'emploi entre 2006 et 2011



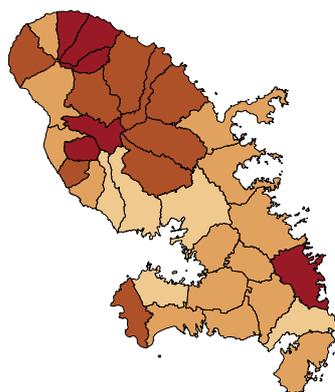
Note de lecture : En Martinique, entre 2006 et 2011 l'évolution de l'emploi dans les fonctions de prestations intellectuelles est 3,7 % alors qu'elle était de 5,9 % par an entre 1999 et 2006.
NB : les cercles sont proportionnels au poids de la fonction dans la région.

Source : Recensements de la population 1999 et 2011, exploitation complémentaire au lieu de travail

4 Les emplois de production concrète au Nord, les emplois des fonctions présentesielles au Sud

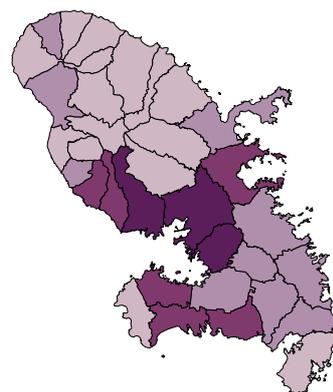
Poids des différentes fonctions dans l'emploi total en 2011

Fonctions de production concrète



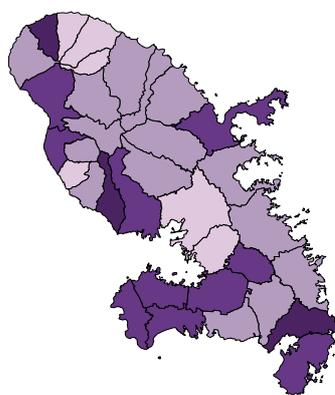
France métropolitaine : 18 %
DOM : 16 %
Martinique : 16 %

Fonctions métropolitaines



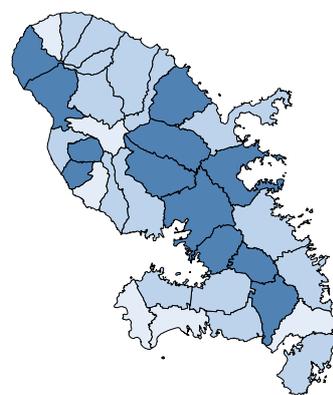
France métropolitaine : 26 %
DOM : 18 %
Martinique : 19 %

Fonctions présentesielles



France métropolitaine : 41 %
DOM : 50 %
Martinique : 49 %

Fonctions transversales



France métropolitaine : 15 %
DOM : 16 %
Martinique : 15 %

Note de lecture : À Schœlcher, la part de l'emploi dans les fonctions présentesielles est supérieure à 50 %
Source : Recensement de la population 2011, exploitation complémentaire au lieu de travail

© Insee - IGN 2015

Près des trois quarts des emplois dans les fonctions métropolitaines se concentrent dans trois communes : Fort-de-France, Le Lamentin et Ducos. La part des fonctions métropolitaines y oscille entre 22 % et 28 %. L'essentiel des emplois est lié aux fonctions de gestion. À l'échelle régionale, ce sont 21 communes sur 34 dont la part de l'emploi dans les fonctions métropolitaines est supérieure à 10 %. Par comparaison, la part des emplois des fonctions métropolitaines est de 26 % contre 19 % en Martinique.

Dans la partie sud de la Martinique, la plus touristique de l'île, la part des emplois dans les fonctions présentes est importante au Marin et à Sainte-Anne ; elle dépasse les 60 %. Plus précisément, les emplois des services de proximité y sont le plus développés.

À Fort-de-France, la part des fonctions présentes est aussi importante de par son statut de capitale administrative régionale, où se concentre une majorité des services des collectivités territoriales et de l'État.

De plus, la présence d'un centre hospitalier universitaire accroît encore le poids du présente dans l'emploi de la ville. Le profil de la commune voisine de Schœlcher est similaire avec la présence du campus universitaire de Martinique et d'un centre hospitalier.

La ruralité des communes du Nord les rend peu attractives aux emplois des fonctions métropolitaines, notamment en dehors de la production concrète, l'administration publique y est toujours importante.

Sources

Les données sont issues des recensements de la population de 1999 (exploitation lourde), de 2006 et 2011 (exploitation complémentaire portant sur le lieu de travail).

Les fonctions (encadré) ont été codifiées selon un regroupement des postes de la nomenclature des Professions et catégories socioprofessionnelles (PCS).

Méthodes

Méthodologie pour la mise en œuvre de l'analyse fonctionnelle des emplois :

http://www.insee.fr/fr/ppp/bases-de-donnees/donnees-detaillees/analyse/analyse_fonctionnelle_documentation_methodologique.pdf

Le modèle d'Esteban-Marquillas :

Le principe est de décomposer l'écart total de l'emploi en 4 composantes :

- National growth effect ou effet national (NS) correspond à la part de l'écart imputable à la croissance au niveau de la zone de référence. Il représente l'écart attendu si la zone d'étude s'était comportée globalement comme la zone de référence.
- Industry mix effect ou effet proportionnel (IM) correspond à la part de l'écart imputable à la croissance dans chaque fonction au niveau de la zone de référence. Il représente l'écart attendu si chaque fonction de la zone d'étude s'était comporté comme au niveau global en y enlevant la croissance globale.
- Local share effect ou effet régional (RS) correspond à la part imputable à la croissance de la zone d'étude. Il se calcule comme le niveau d'emploi qu'aurait la zone d'étude si elle avait la même structure fonctionnelle que le niveau national.
- l'allocation effect (AL)

Soient les variables suivantes :

x_{00}^0 emploi total dans la zone de référence à la date initiale

x_{i0}^0 emploi total dans la zone d'étude i à la date initiale

x_{0j}^0 emploi dans la fonction j dans la zone de référence à la date initiale

x_{ij}^0 emploi dans la fonction j dans la zone de l'étude i à la date initiale

Formules

x_{00}^1 emploi total dans la zone de référence à la date finale

x_{i0}^1 emploi total dans la zone d'étude i à la date finale

x_{0j}^1 emploi dans la fonction j dans la zone de référence à la date finale

x_{ij}^1 emploi dans la fonction j dans la zone d'étude i à la date finale

On note NS_j , IM_j , RS_j et AL_j les trois effets pour chaque fonction.

Écart total dans la fonction $j = x_{ij}^1 - x_{ij}^0 = NS_j + IM_j + RS_j + AL_j$

$$NS_j = x_{ij}^0 \left(\frac{x_{00}^1 - x_{00}^0}{x_{00}^0} \right)$$

$$IM_j = x_{ij}^0 \left(\frac{x_{0j}^1 - x_{0j}^0}{x_{0j}^0} - \frac{x_{00}^1 - x_{00}^0}{x_{00}^0} \right)$$

$$RS_j = \left(x_{i0}^0 \frac{x_{0j}^0}{x_{00}^0} \right) \left(\frac{x_{ij}^1 - x_{ij}^0}{x_{ij}^0} - \frac{x_{0j}^1 - x_{0j}^0}{x_{0j}^0} \right)$$

$$AL_j = \left(x_{ij}^0 - x_{i0}^0 \frac{x_{0j}^0}{x_{00}^0} \right) \left(\frac{x_{ij}^1 - x_{ij}^0}{x_{ij}^0} - \frac{x_{0j}^1 - x_{0j}^0}{x_{0j}^0} \right)$$

$$\text{Écart total} = x_{i0}^1 - x_{i0}^0 = \sum_j NS_j + \sum_j IM_j + \sum_j RS_j + \sum_j AL_j$$

Explications

$$RS_j = \left(x_{i0}^0 \frac{x_{0j}^0}{x_{00}^0} \right) \left(\frac{x_{ij}^1 - x_{ij}^0}{x_{ij}^0} - \frac{x_{0j}^1 - x_{0j}^0}{x_{0j}^0} \right)$$

Emploi dans la zone d'étude si elle avait la même structure que la zone de référence

$$AL_j = \left(x_{ij}^0 - x_{i0}^0 \frac{x_{0j}^0}{x_{00}^0} \right) \left(\frac{x_{ij}^1 - x_{ij}^0}{x_{ij}^0} - \frac{x_{0j}^1 - x_{0j}^0}{x_{0j}^0} \right)$$

Écart d'emploi entre les structures de la zone d'étude et la zone de référence

Insee Martinique

Centre Delgrès

Les Hauts de Dillon

BP 641

97262 Fort-de-France Cédex

Directeur de la publication :

Didier Blaizeau

Rédactrice en chef :

Béatrice Céleste

Mise en page :

Annick COUILLAUD

ISSN : 2417-0771

© Insee 2015

Pour en savoir plus

- Van Puymbroeck C., Reynard R., « Les grandes villes concentrent les fonctions intellectuelles, de gestion et de décision », Insee Première, n°1278, 2010.
- Claudel A., « Emploi : extension des fonctions métropolitaines au sud-ouest de Paris », Insee Île-de-France, Île-de-France à la page, n°358, 2011.
- Bourriez M., Lecrenais C., « En vingt-cinq ans, l'emploi bourguignon se transforme et les territoires perdent leur spécialisation », Insee Bourgogne, Bourgogne Dimensions, n°189, 2013.
- Beckouche P., Damette F., « Une grille d'analyse globale de l'emploi. Le partage géographique du travail », Économie et statistique, n° 270, Insee, 1993.
- Albert L., Garreau P., Fouchier V., « La spécialisation économique des villes françaises », Datar, 2004.

